



Dépêche n° 637 | 10 mai 2023

Le regard des Tunisiens sur la crise économique : la lutte continue

Dépêche Afrobaromètre N° 637 | Mohamed Najib Ben Saad

Résumé

Depuis sa révolution de 2011, la Tunisie est aux prises avec une économie en difficulté. Selon la Banque mondiale (2022a, b), l'économie a stagné entre 2011 et 2019, avec une croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) de seulement 1,7 %. La pandémie de COVID-19 et la guerre russo-ukrainienne ont aggravé les difficultés économiques du pays. Malgré une certaine reprise du PIB depuis une forte contraction de -8,8 % en 2020, le pays n'a pas complètement rebondi, avec une croissance du PIB de 4,3 % en 2021 et de 2,4 % en 2022. Le pays a également connu une inflation à deux chiffres en forte hausse, atteignant 10,2 % en 2022, les prix alimentaires augmentant de 14,6 % en 2023. Les taux de chômage restent élevés en 2023 (15,2%), en particulier chez les jeunes (38,8%) et les personnes très éduquées (24%) (Institut National de la Statistique, 2023a, b, c).

Les taux de pauvreté ont également augmenté, un sixième du pays étant désormais classé comme pauvre, et les pénuries alimentaires récurrentes sont devenues un problème répandu (Institut National de la Statistique, 2021 ; Le Monde, 2022). Les difficultés financières des entreprises publiques deviennent de plus en plus apparentes, plusieurs faisant face à la faillite (Reuters, 2023). Pendant ce temps, en ce qui concerne le secteur privé, la Tunisie se classe au 47e rang sur 51 économies en termes de réussite entrepreneuriale, selon le Global Entrepreneurship Monitor (2023).

Pour relever ces défis, le gouvernement tunisien a mis en place des mesures d'austérité plus strictes dans le but de se qualifier pour le soutien du Fonds monétaire international (2022) et de relancer son économie (Reuters, 2022). Les dépenses publiques en subventions devraient baisser cette année de 26,4 %, tandis que les recettes fiscales augmenteront de 12,5 %. Cependant, un retard dans l'approbation du prêt du FMI et une récente dégradation de la dette souveraine tunisienne par l'agence de notation Moody's (2023) présentent un risque de défaut sur les obligations financières et laissent le pays à un pas de la faillite. Standard & Poor's (2023) a identifié trois scénarios potentiels pour l'économie tunisienne dans un avenir proche, le plus grave prédisant un défaut financier avec une dépréciation importante du dinar tunisien et une forte hausse de l'inflation.

Comment les Tunisiens ordinaires voient-ils ces défis économiques ?

Les résultats de la dernière enquête Afrobaromètre en Tunisie révèlent qu'une écrasante majorité affirme que le pays se dirige dans la mauvaise direction, la gestion de l'économie étant considérée comme le problème le plus urgent. Les évaluations négatives de l'économie ont fortement augmenté et moins de la moitié pensent que les choses iront mieux dans un proche avenir.

Les niveaux de pauvreté vécue ont considérablement augmenté car une grande partie de la population a connu des pénuries de revenus en espèces, d'eau potable et de soins médicaux, et le mécontentement à l'égard de la performance économique du gouvernement est élevé. Une écrasante majorité soutient le maintien des subventions gouvernementales aux biens essentiels.



Enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche par sondage panafricain et non partisan qui fournit des données fiables sur les expériences africaines et des évaluations de la démocratie, de la gouvernance et de la qualité de vie.

Huit séries d'enquêtes ont été menées dans jusqu'à 39 pays depuis 1999, et les enquêtes de la série 9 s'achèvent au début de 2023. Afrobaromètre mène des entretiens en face à face dans la langue du choix du répondant.

L'équipe Afrobaromètre en Tunisie, dirigée par One to One for Research and Polling, a interrogé 1 200 citoyens adultes entre le 21 février et le 17 mars 2022. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau national avec une marge d'erreur de +/- 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95 %. Les enquêtes précédentes ont été menées en Tunisie en 2013, 2015, 2018, 2020 et 2022.

Principales conclusions

Près des trois quarts (72 %) des Tunisiens disent que le pays va dans « la mauvaise direction ».

Les Tunisiens considèrent la gestion de l'économie (94 %) comme le problème le plus urgent auquel le gouvernement doit s'attaquer, suivi du chômage (45 %), de la pauvreté (21 %) et de la santé (21 %).

Plus de huit citoyens sur 10 (84%) décrivent l'économie du pays comme "assez mauvaise" ou "très mauvaise", en hausse de 11 points de pourcentage depuis 2020.

o Moins de la moitié (44 %) s'attendent à ce que les choses s'améliorent au cours des 12 prochains mois.

La perception qu'ont les Tunisiens de leurs conditions de vie personnelles est de plus en plus négative (47%), notamment parmi les plus pauvres (81%), les moins éduqués (62%), et les résidents des régions du Nord-Ouest (59%).

Plus de quatre Tunisiens sur 10 (44%) déclarent s'être privés de revenus en espèces au moins "plusieurs fois" au cours de l'année précédente, et plus d'un tiers signalent des pénuries répétées d'eau potable (37%) et de soins médicaux (38%).

Quatre ménages sur 10 (40 %) ont connu des niveaux de pauvreté vécue modérés ou élevés au cours de l'année précédente, en hausse de 18 points de pourcentage par rapport à 2015.

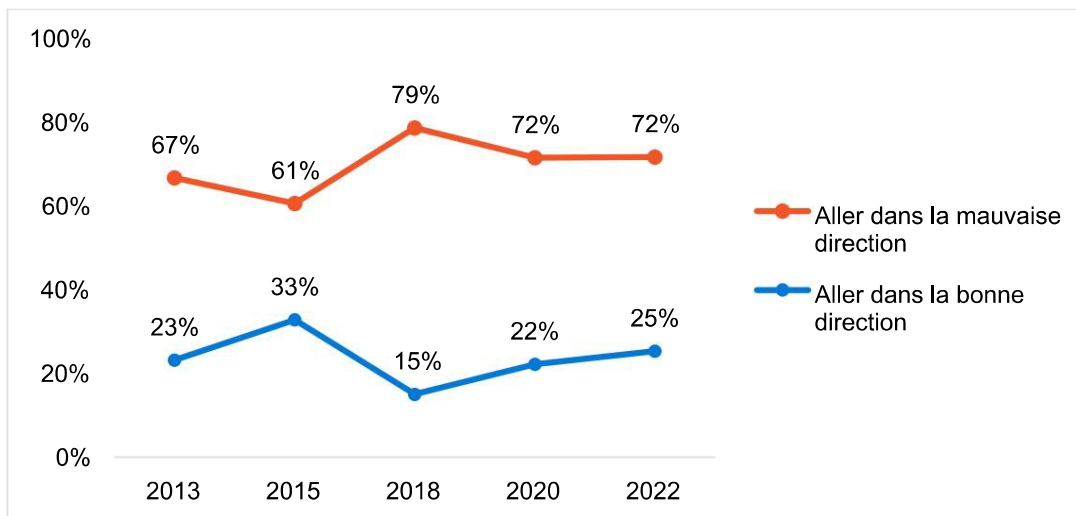
La plupart des Tunisiens disent que le gouvernement s'en sort "assez mal" ou "très mal" sur des questions économiques telles que la stabilisation des prix (91%), la création d'emplois (90%), la réduction des écarts entre riches et pauvres (88%) et l'amélioration des conditions de vie. normes des pauvres (86%).

Les Tunisiens soutiennent massivement le maintien des subventions gouvernementales sur les biens essentiels tels que le pain et l'huile (86%) au lieu de les supprimer pour couvrir le déficit budgétaire (10%). Pendant ce temps, la moitié (49%) sont favorables à l'emprunt pour financer les services publics, tandis que 30% préfèrent l'introduction de plus d'impôts.

Direction générale du pays

Plus de sept Tunisiens sur 10 (72 %) affirment que leur pays va dans « la mauvaise direction », poursuivant une tendance de désapprobation de la majorité qui dure depuis une décennie (Figure 1). Si l'insatisfaction à l'égard de l'orientation générale du pays a légèrement diminué depuis 2018 (79 %), elle reste plus élevée qu'en 2013 (67 %) et 2015 (61 %).

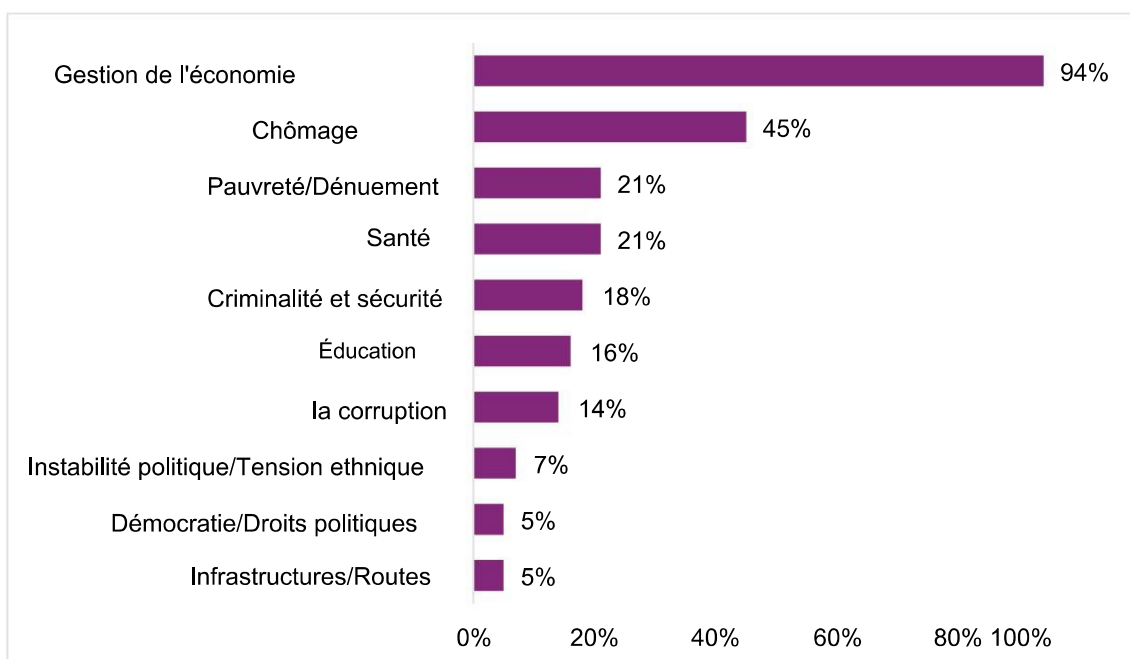
Figure 1 : Orientation globale du pays | Tunisie | 2013-2022



On a demandé aux répondants : Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise direction ou va dans la bonne direction ?

Pour déterminer pourquoi les Tunisiens considèrent que le pays va dans la mauvaise direction, nous examinons les problèmes les plus critiques auxquels la nation est confrontée. Lorsqu'on demande aux répondants d'identifier jusqu'à trois problèmes qu'ils jugent les plus importants pour le gouvernement, les problèmes les plus fréquemment cités sont liés à l'économie : presque tous les répondants (94 %) accordent la priorité à la gestion de l'économie, suivie par le chômage (45 %) et la pauvreté (21 %). Liens entre la santé (21 %) et la pauvreté, surclassant la criminalité et la sécurité (18 %), l'éducation (15 %) et la corruption (14 %) (Figure 2)

Figure 2 : Problèmes les plus importants | Tunisie | 2022



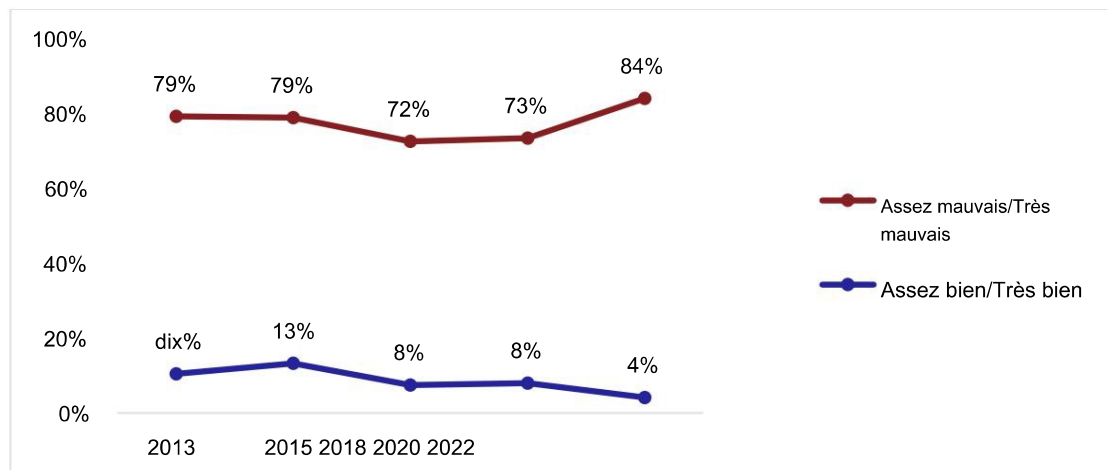
On a demandé aux répondants : À votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels fait face ce pays et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Remarque : les répondants ont eu jusqu'à trois réponses. La figure montre le pourcentage de ceux qui citent chaque problème parmi leurs trois principales préoccupations.)

Situation économique difficile du pays Plus de huit

citoyens sur 10 (84 %) décrivent la situation économique du pays comme « assez mauvaise » ou « très mauvaise », une augmentation de 11 points de pourcentage par rapport à 2020 (73 %) (Figure 3).

Seuls 4% disent que le pays est en bonne santé économique, le plus bas niveau d'approbation dans les enquêtes Afrobaromètre remontant à 2013.

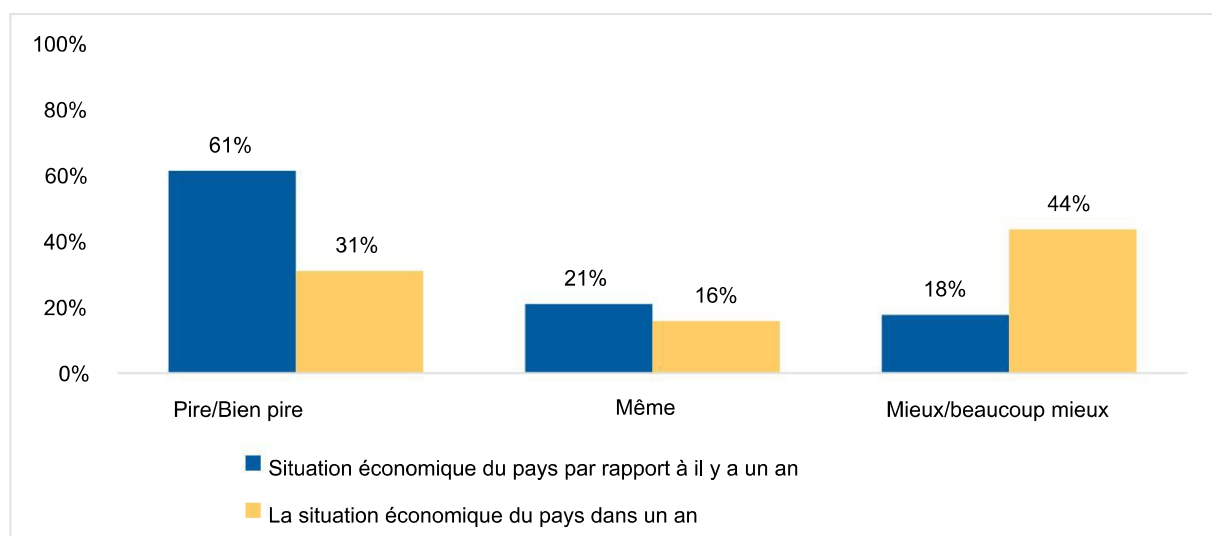
Figure 3 : Situation économique du pays | Tunisie | 2013-2022



On a demandé aux répondants : En général, comment décririez-vous : La situation économique actuelle de ce pays ?

Une majorité (61 %) de Tunisiens affirment que l'économie est actuellement dans un état pire qu'il y a un an, tandis que seulement 18 % affirment qu'elle s'est améliorée (Figure 4). Cependant, les perspectives des citoyens pour l'avenir sont légèrement plus positives : plus de quatre sur 10 (44 %) s'attendent à ce que les conditions économiques s'améliorent au cours des 12 prochains mois, tandis que 31 % pensent que la situation va empirer.

Figure 4 : Situation économique du pays : Rétrospective et avenir | Tunisie | 2022



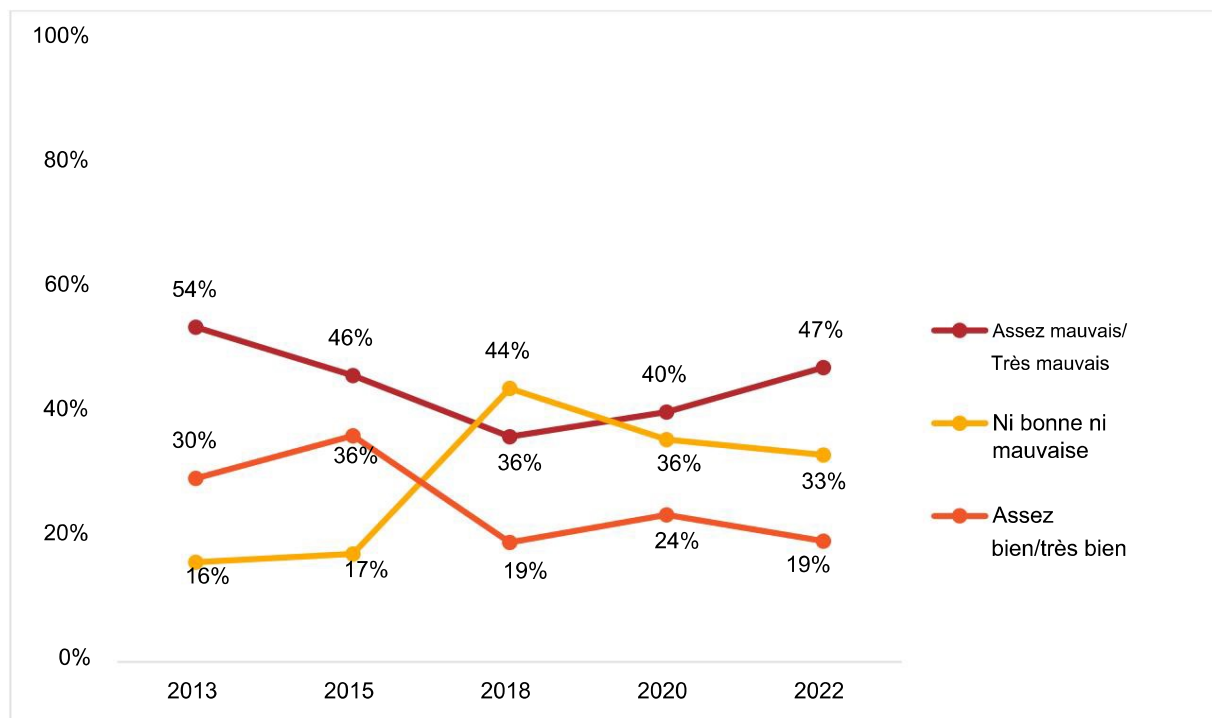
On a demandé aux répondants : Avec le recul, comment évaluez-vous les conditions économiques dans ce pays par rapport à il y a un an ? À l'avenir, vous attendez-vous à ce que les conditions économiques de ce pays soient meilleures ou pires dans 12 mois ?

Détérioration des conditions de vie personnelles Les

évaluations des Tunisiens sur leurs conditions de vie personnelles en 2022 montrent que près de la moitié (47%) considèrent leurs conditions de vie comme "assez mauvaises" ou "très mauvaises", tandis que moins d'un cinquième (19%) pensent que leurs conditions de vie sont "plutôt" ou "très" bon. Un tiers (33 %) déclarent que leurs conditions de vie ne sont « ni bonnes ni mauvaises » (Figure 5).

La part des Tunisiens qualifiant leurs conditions de vie personnelles d'assez ou de très mauvaises est passée de 54 % en 2013 à 36 % en 2018, mais n'a cessé d'augmenter depuis lors.

Figure 5 : Conditions de vie personnelles | Tunisie | 2013-2022



On a demandé aux répondants : En général, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles ?

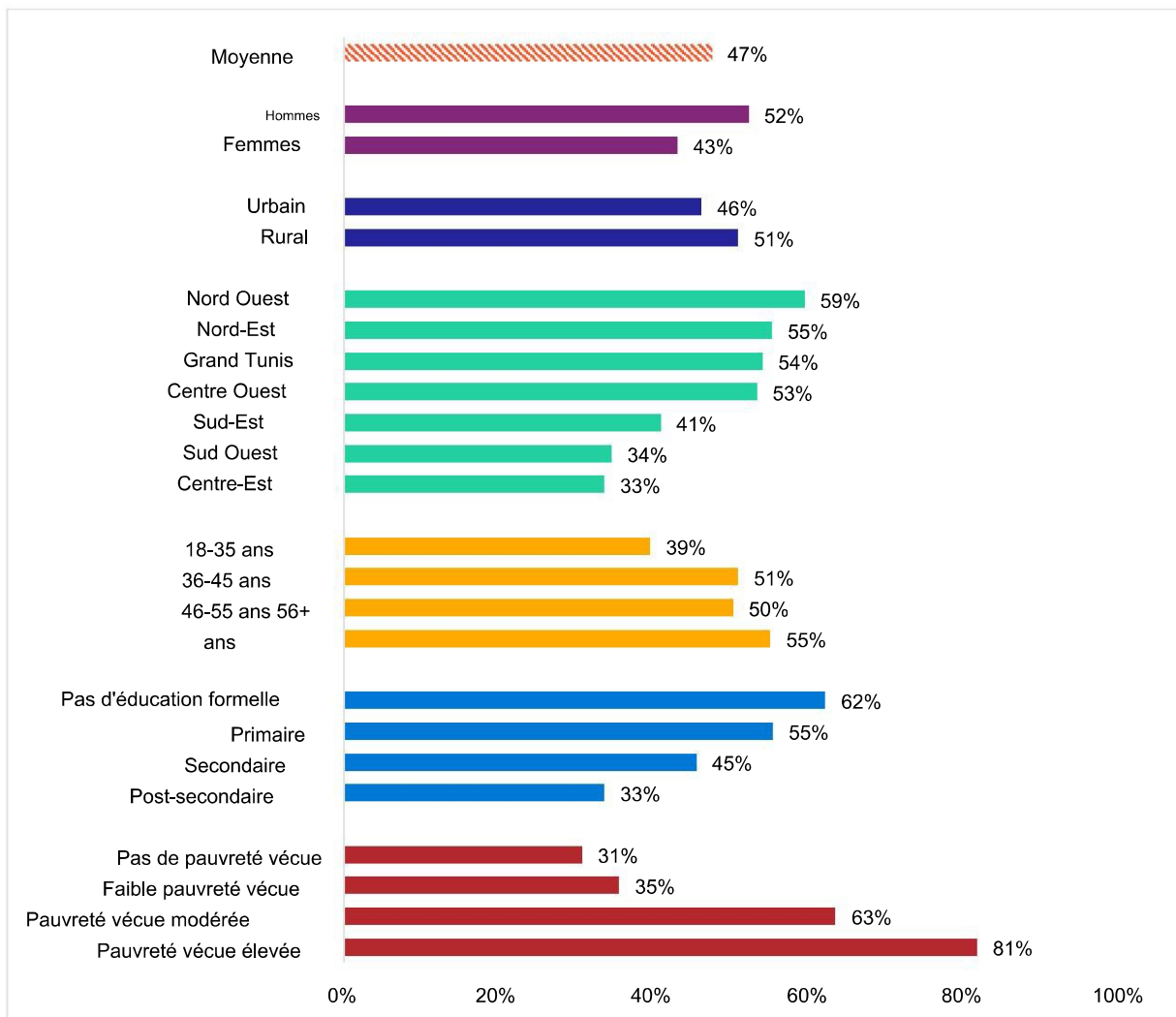
Plus d'hommes que de femmes décrivent leurs conditions de vie en termes négatifs (52% contre 43%) (Figure 6). Les évaluations sont également un peu plus négatives en milieu rural qu'en ville (51% contre 46%).

Plus de la moitié des répondants des régions du Nord-Ouest (59%), du Nord-Est (55%), du Grand Tunis (54%) et du Centre-Ouest (53%) évaluent mal leurs conditions de vie, tandis que ceux résidant dans le Sud-Est (41 %), le Sud-Ouest (34 %) et le Centre-Est (33 %) sont moins susceptibles d'avoir des opinions négatives sur leurs conditions de vie.

Comme on pouvait s'y attendre, les individus les plus pauvres et les moins éduqués sont plus susceptibles de percevoir négativement leurs conditions de vie. Les répondants les plus pauvres (81%) sont plus de deux fois plus susceptibles d'évaluer leurs conditions de vie de manière défavorable que leurs homologues plus aisés (31%-35%). Et les citoyens sans scolarité formelle sont environ deux fois plus susceptibles d'offrir des évaluations critiques que ceux qui ont fait des études postsecondaires (62 % contre 33 %).

Les conditions de vie perçues deviennent de plus en plus négatives avec l'âge des répondants, allant de 39 % des 18-35 ans à 55 % des plus de 55 ans.

Figure 6 : Les conditions de vie personnelles sont mauvaises | par groupe démographique | Tunisie
| 2022



On a demandé aux répondants : En général, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles ? (% qui répondent « assez mauvais » ou « très mauvais »)

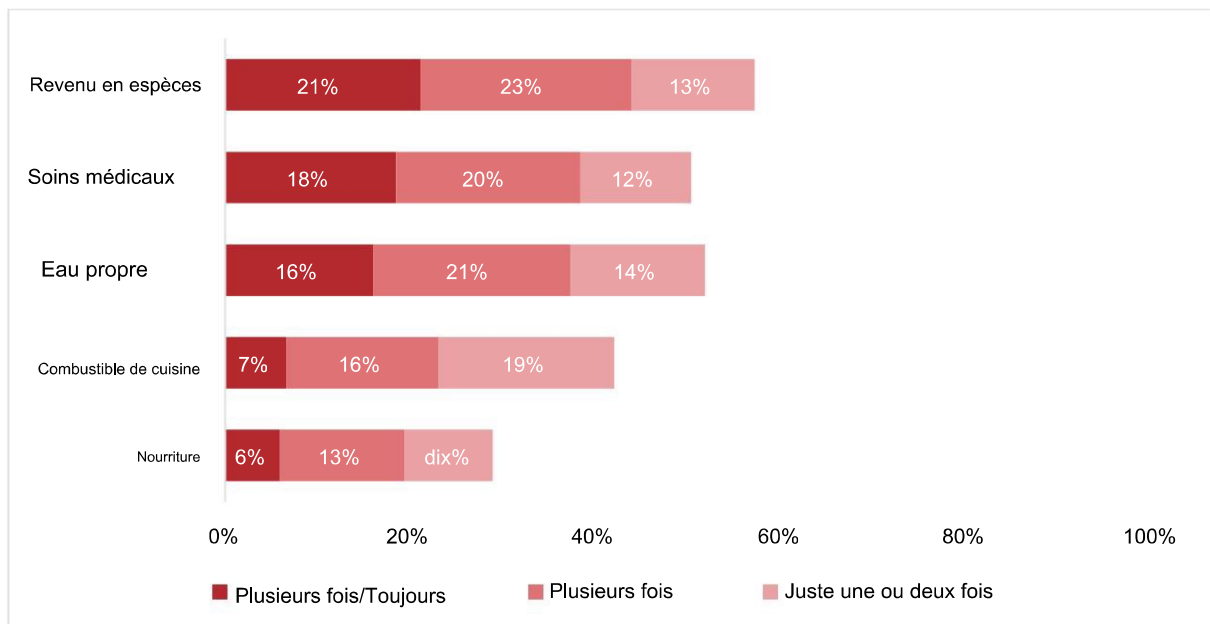
Augmentation de la pauvreté

Les inquiétudes de la population tunisienne concernant leur économie et leurs conditions de vie peuvent refléter leur expérience de la « pauvreté vécue », une mesure d'Afrobaromètre qui évalue la privation des ménages de cinq nécessités de base, à savoir une nourriture et une eau potable en quantité suffisante, des soins médicaux, un combustible de cuisine suffisant et un revenu en espèces. revenus (Mattes & Patel, 2022).

Une majorité (57%) de Tunisiens déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille se sont retrouvés sans revenu monétaire au moins une fois au cours de l'année précédente, dont 44% qui ont vécu cette situation "plusieurs fois", "plusieurs fois" ou "toujours" (Figure 7).

Environ la moitié déclarent avoir manqué d'eau potable en quantité suffisante (52 %) et sans soins médicaux (50 %) au cours de l'année précédente, et plus d'un tiers ont connu des pénuries répétées de ces produits de première nécessité (37 % et 38 %, respectivement). Environ un cinquième déclare avoir manqué de combustible de cuisson (23 %) et de nourriture (19 %) au moins « plusieurs fois ».

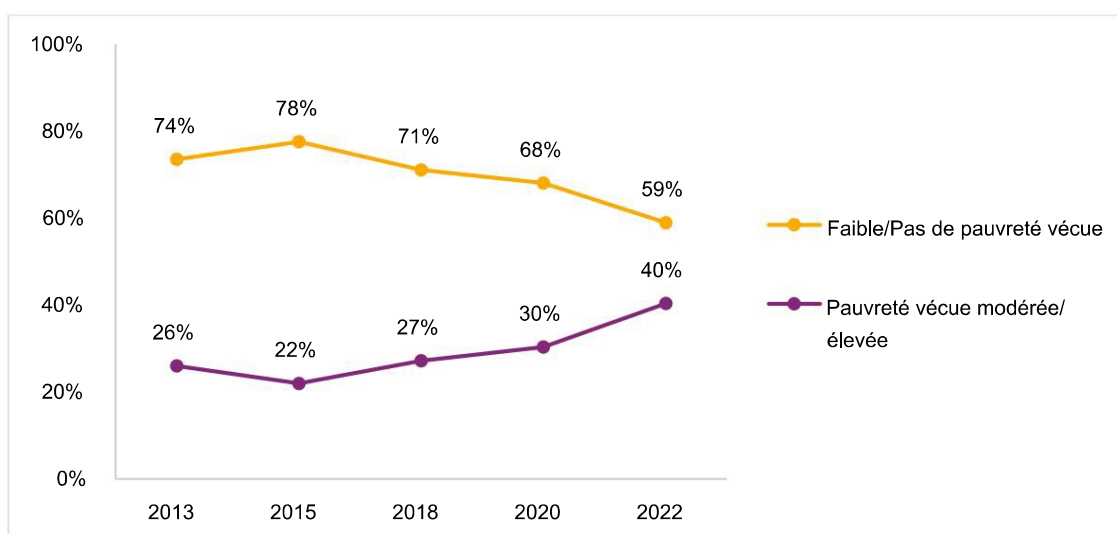
Figure 7 : Se priver des nécessités de base | Tunisie | 2022



On a demandé aux répondants : Au cours de l'année écoulée, combien de fois, si jamais, vous ou un membre de votre famille avez-vous manqué de : Assez de nourriture pour manger ? Assez d'eau propre pour un usage domestique ? Médicaments ou traitement médical ? Assez de combustible pour cuire vos aliments ? Un revenu en espèces ?

En faisant la moyenne des réponses à nos cinq questions sur la privation des nécessités de base, nous pouvons calculer les scores de l'indice de pauvreté vécue des répondants, allant de 0 (indiquant aucune pauvreté vécue) à 4 (niveaux élevés de pauvreté vécue). Selon cette définition, 40 % des Tunisiens ont connu des niveaux modérés ou élevés de pauvreté vécue au cours de l'année précédente. Les résultats montrent une augmentation constante de la pauvreté vécue modérée/élevée depuis 2015, date à laquelle environ la moitié (22 %) appartenait à cette catégorie. Pendant ce temps, la part des Tunisiens qui ont connu une pauvreté vécue faible ou nulle a diminué de 78 % en 2015 à 59 % en 2022 (Figure 8).

Figure 8 : Pauvreté vécue | Tunisie | 2013-2022

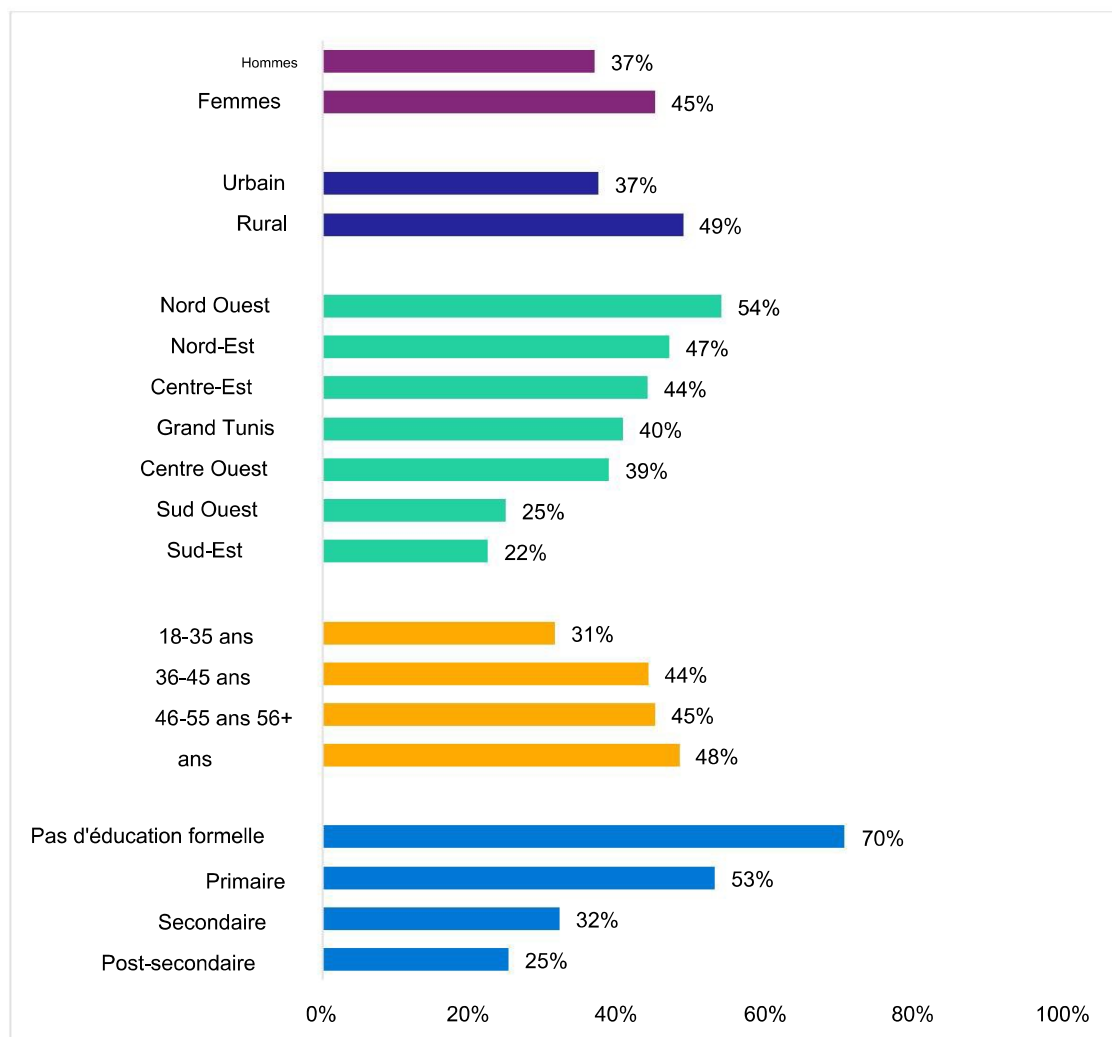


On a demandé aux répondants : Au cours de l'année écoulée, combien de fois, si jamais, vous ou un membre de votre famille avez-vous manqué de : Assez de nourriture pour manger ? Assez d'eau propre pour un usage domestique ? Médicaments ou traitement médical ? Assez de combustible pour cuire vos aliments ? Un revenu en espèces ?

La pauvreté vécue modérée/élevée est plus fréquente chez les femmes (45 %) et les résidents ruraux (49 %) que chez les hommes (37 %) et les citadins (37 %) (Figure 9). Les régions du Nord-Ouest (54%), du Nord-Est (47%), du Centre-Est (44%), du Grand Tunis (40%) et du Centre-Ouest (39%) ont une prévalence plus élevée de pauvreté modérée/élevée que le Sud-Ouest (25%) et Sud-Est (22%).

La pauvreté vécue diminue fortement à mesure que le niveau d'éducation des répondants augmente, allant de 70 % chez ceux qui n'ont pas suivi d'études formelles à 25 % chez ceux qui ont des diplômes postsecondaires, et est moins fréquente chez les jeunes adultes (31 %) que chez leurs aînés (44 %- 48%).

Figure 9 : Pauvreté vécue modérée/élevée | par groupe démographique | Tunisie | 2022



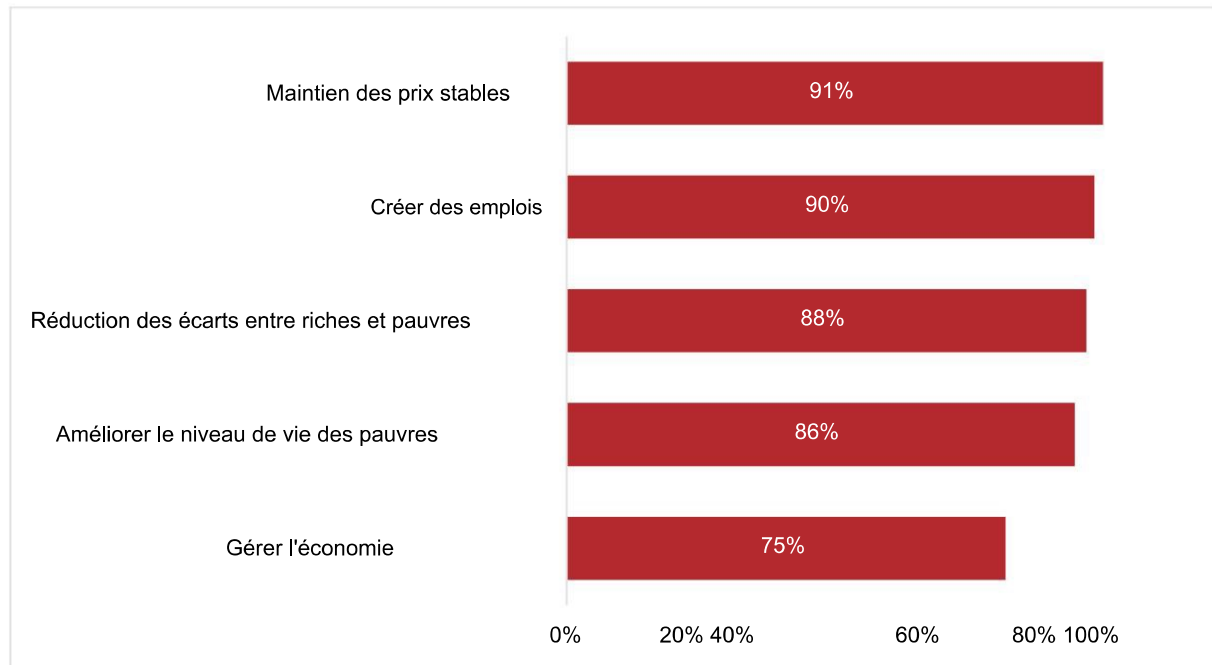
On a demandé aux répondants : Au cours de l'année écoulée, combien de fois, si jamais, vous ou un membre de votre famille avez-vous manqué de : Assez de nourriture pour manger ? Assez d'eau propre pour un usage domestique ? Médicaments ou traitement médical ? Assez de combustible pour cuire vos aliments ? Un revenu en espèces ? (La figure montre le pourcentage de répondants qui ont connu des niveaux modérés ou élevés de pauvreté vécue au cours de l'année précédente.)

Mauvaise performance du gouvernement sur les questions économiques

Alors que l'inflation augmente et que les produits de base se raréfient, la plupart des Tunisiens affirment que le gouvernement ne s'attaque pas de manière adéquate aux principaux problèmes économiques. Plus de huit personnes interrogées sur 10 considèrent que le gouvernement est « plutôt mauvais » ou « très mauvais » sur des questions économiques critiques telles que la stabilisation des prix (91 %), la création d'emplois (90 %), la réduction des écarts

entre riches et pauvres (88 %) et l'amélioration du niveau de vie des pauvres (86 %). Dans l'ensemble, les trois quarts (75 %) des Tunisiens attribuent au gouvernement une note d'échec pour sa gestion de l'économie (Figure 10).

Figure 10 : Mauvaise performance du gouvernement sur les principaux enjeux économiques | Tunisie | 2022



On a demandé aux répondants : Dans quelle mesure diriez-vous que le gouvernement actuel gère les questions suivantes, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer ? (% qui répondent « assez mal » ou « très mal »)

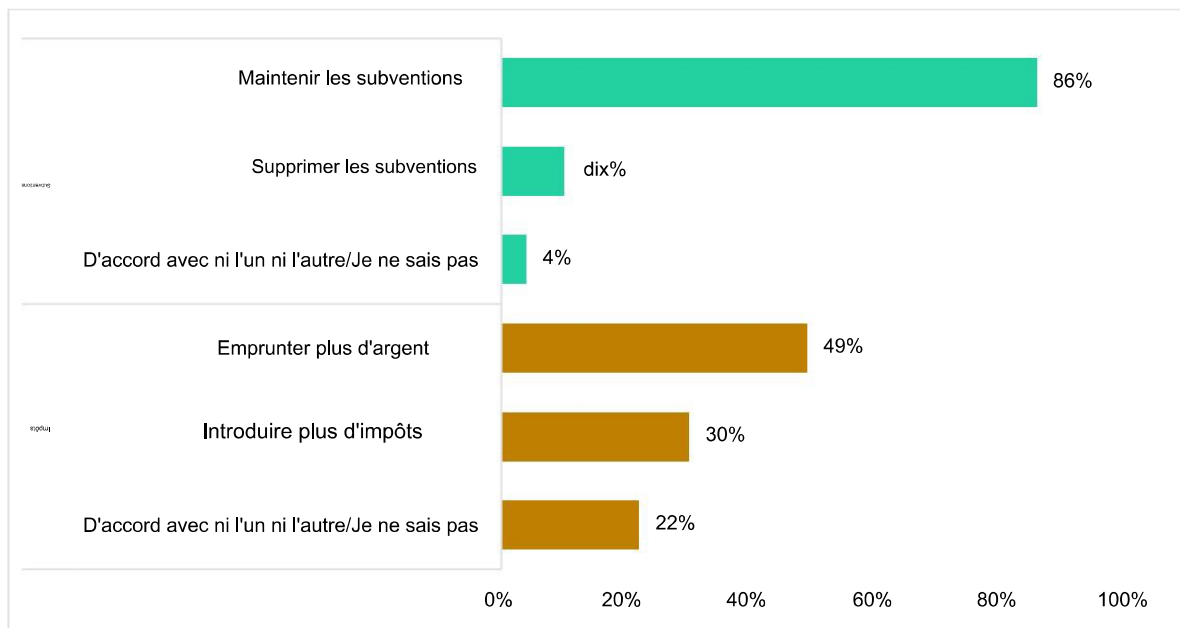
Le gouvernement tunisien a adopté une loi de finances pour s'attaquer à son déficit budgétaire et engager des réformes économiques. La loi implique la mise en œuvre de mesures d'austérité sévères, y compris des réductions des subventions gouvernementales pour les produits de base tels que le pain et l'huile, et la recherche du soutien du FMI pour obtenir un prêt pour combler le déficit budgétaire.

Cependant, les résultats de l'enquête Afrobaromètre montrent qu'une grande majorité (86%) des Tunisiens préfèrent conserver les subventions sur les biens essentiels, tandis que seulement 10% sont d'accord avec leur suppression (Figure 11).

Environ la moitié (49 %) des citoyens sont favorables à davantage d'emprunts pour financer les services publics, tandis que 30 % préfèrent introduire davantage d'impôts. Environ un répondant sur cinq dit qu'il n'est d'accord avec aucune des approches (18 %) ou « ne sait pas » (4 %).

Faites votre propre analyse des données d'Afrobaromètre - sur
n'importe quelle question, pour n'importe quel pays et cycle d'enquête.
C'est facile et gratuit sur www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 11 : Stratégies de financement des services publics | Tunisie | 2022



On a demandé aux répondants :

Lequel des énoncés suivants se rapproche le plus de votre point de vue ? Déclaration 1 : Afin de relever le défi des ressources insuffisantes pour financer les services gouvernementaux, l'État devrait supprimer les subventions sur les produits de base tels que le pain et l'huile. Affirmation 2 : L'État doit maintenir les subventions sur les biens de première nécessité pour éviter les hausses de prix même si cela augmente le déficit public.

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre point de vue ? Affirmation 1 : Le gouvernement devrait recourir à davantage d'emprunts afin de lever des fonds pour financer les services publics. Affirmation 2 : Afin de lever plus de ressources pour financer les services publics, le gouvernement devrait introduire plus d'impôts.

(% qui « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque énoncé)

Conclusion

L'économie tunisienne est dans un état critique et moins de la moitié de ses citoyens anticipent une amélioration l'année prochaine. Les défis économiques du pays se traduisent par une dégradation des conditions de vie personnelles et une augmentation significative de la pauvreté, en particulier parmi les segments les plus vulnérables de la société. L'insatisfaction à l'égard de la gestion par le gouvernement de l'inégalité des revenus, de la stabilité des prix et de l'économie en général est répandue. Bien qu'il puisse être impopulaire et douloureux de réduire les subventions et d'augmenter les impôts, ces résultats inquiétants soulignent le besoin urgent d'une action gouvernementale rapide pour faire face à la situation économique.

Les références

- Moniteur mondial de l'entrepreneuriat. (2023). Moniteur mondial de l'entrepreneuriat : 2022/2023 mondial rapport : S'adapter à une « nouvelle normalité ».
- Institut National de la Statistique. (2021). Résultats de l'enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages 2021.
- Institut National de la Statistique. (2023a). Indicateurs de l'emploi et du chômage, quatrième trimestre 2022.
- Institut National de la Statistique. (2023b). Indice des prix à la consommation.
- Institut National de la Statistique. (2023c). La croissance économique au quatrième trimestre 2022.
- Fond monétaire international. (2022). Les services du FMI parviennent à un accord au niveau des services sur un fonds élargi facilité avec la Tunisie.
- Le Monde. (2022). La Tunisie est aux prises avec des pénuries alimentaires récurrentes. 17 septembre.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue ressurgit. Document politique d'Afrobaromètre 84.
- Moody's. (2023). Moody's abaisse la note de la Tunisie à caa2 avec une perspective négative, concluant son examen.
- Reuters. (2022). La Tunisie cherche à réduire son déficit budgétaire à 5,5 % en 2023, grâce à des réformes économiques. 23 Décembre.
- Reuters. (2023). Une grève sur les salaires paralyse les transports dans la capitale tunisienne. 2 janvier.
- Standard and Poor's. (2023). Analyse de scénario : Alors que la Tunisie recherche des financements, ses banques font face à des perspectives.
- Banque mondiale. (2022a). La Banque mondiale en Tunisie.
- Banque mondiale. (2022b). Diagnostic pays systématique de la Tunisie.



Mohamed Najib Ben Saad est responsable de la qualité des données pour Afrobaromètre. Courriel : mohamednajibbensaad@afrobarometer.org.

Afrobaromètre, une société à but non lucratif dont le siège est au Ghana, est un réseau de recherche panafricain et non partisan. La coordination régionale des partenaires nationaux dans environ 35 pays est assurée par le Ghana Centre for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université d'État du Michigan (MSU) et l'Université du Cap (UCT) fournissent un soutien technique au réseau.

Le soutien financier d'Afrobaromètre est fourni par la Suède via l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) via l'Institut américain pour la paix, la Fondation Mo Ibrahim, les Fondations Open Society - Afrique, la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation William et Flora Hewlett, l'Union européenne, le National Endowment for Democracy, la Mastercard Foundation, l'Agence japonaise de coopération internationale, la Fondation Konrad Adenauer, l'Université de Californie à San Diego, le Centre mondial pour le pluralisme, le Groupe de la Banque mondiale, Freedom House, l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, GIZ et Humanity United.

Les dons aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire une contribution (sur www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter du financement institutionnel.

Suivez nos communiqués sur #VoicesAfrica.



/Afrobaromètre



@Afrobaromètre



Dépêche Afrobaromètre N° 637 | 10 mai 2023